

HABITATIONS POUR JEUNES ADULTES HANDICAPÉS MENTAUX, NOUVEAUX CHAMPS DE SOLIDARITÉ POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ?



analyse

Octobre 2006

Eric Dewaele,

Coordinateur agence-conseil

Les questions liées au logement et à l'accompagnement des adultes handicapés mentaux se posent de façon de plus en plus aiguës aux parents et aux familles qui y sont confrontés. Malgré les actions menées par des groupes de pression bien structurés, les pouvoirs publics ne répondent que très partiellement aux demandes. En outre, les moyens disponibles sont, en général, prioritairement orientés vers les services dispensés aux personnes polyhandicapées.

De nombreux intervenants sociaux actifs dans les secteurs de l'aide sociale ou de l'insertion socioprofessionnelle des adultes en situation de handicap mettent en évidence l'émergence d'une frange croissante de personnes pour lesquelles les dispositifs en place ne proposent aucun suivi structuré. Il s'agit des personnes à la fois « trop handicapées » pour accéder un jour à une autonomie complète et « trop débrouillardes » pour justifier l'encadrement d'une structure d'accompagnement calibrée pour des personnes beaucoup plus dépendantes.

Par ailleurs, la présence d'un enfant handicapé dans une famille est un phénomène largement aléatoire. Quel que soit la classe sociale, le milieu professionnel ou le niveau de revenu, une famille peut être confrontée à toutes les questions qu'induisent pareille situation. Les parents et plus largement les familles de jeunes adultes handicapés mentaux sont confrontés à la question simple mais essentielle : que deviendra mon fils (ma fille) quand je ne serai plus là. Face à cette question se forment des groupes et des associations de parents qui recherchent ensemble des solutions et des moyens financiers pour les mettre en oeuvre. C'est dans cette perspective et dans ce contexte qu'est née l'idée de confronter une hypothèse audacieuse à la réalité : fonder une société coopérative à finalité sociale et à vocation immobilière pour sécuriser l'habitation des jeunes adultes handicapés mentaux. Ces derniers deviendraient alors locataires d'un immeuble dont, via leurs représentants légaux, ils sont copropriétaires.

Les éléments d'analyse que nous avançons dans ce document sont le fruit de nombreux échanges et d'un groupe de travail thématique composé de parents concernés par ces questions.

Différencier encadrement pédagogique et structure immobilière

Par définition, la problématique du logement et du cadre de vie des adultes handicapés mentaux induit deux axes de travail : d'une part, l'encadrement pédagogique destiné à faire évoluer chacun vers un degré optimal d'autonomie tout en développant une logique de vie communautaire. Et d'autre part, la location ou l'achat de bâtiments.

Nous l'avons dit, les pouvoirs publics affichent une frilosité croissante à propos de la prise en charge des frais d'infrastructure et quand ils en consentent, la priorité est généralement donnée aux investissements destinés aux personnes poly-handicapées. La légitimité de ce choix n'est pas contestable mais il en résulte néanmoins que de nouvelles formules d'hébergement doivent voir le jour.

C'est sous cette pression que plusieurs initiatives émergent ci et là. L'origine et la texture même de ces projets peuvent prendre des formes très diverses : entrepreneurs privés qui y voient une source potentielle de revenu, un peu à l'image de certaines maisons de retraite privées, associations qui récoltent des fonds pour acheter un bâtiment, institutions existantes qui créent un service supplémentaire...

Parmi les différentes pratiques émergentes, il en est une qui suscite particulièrement de vives réactions : « les pas de portes ». De quoi s'agit-il ? Lorsqu'une famille demande une solution d'hébergement pour une personne handicapée, les responsables de la structure leur demandent le versement d'une somme forfaitaire qui ouvre le droit à l'entrée dans la maison en question. A cette somme (ordre de grandeur : 20.000€ ou plus encore...) il faudra bien sûr ajouter le coût mensuel du loyer, des charges, de l'alimentation, etc.... Une fois versé, quoiqu'il arrive, cet argent restera dans l'institution puisqu'il avait la forme d'un don.

Le projet de création d'une SCRL FS à vocation immobilière initialement portée par des parents est une forme nouvelle de réaction. C'est cette hypothèse de travail qui a retenu notre attention. Ici, nous ne parlerons donc pas des aspects liés à l'encadrement et à l'accompagnement des personnes.

Investissement, participation et dynamique d'entreprise

Comme c'est souvent le cas pour les bonnes idées, l'intuition initiale est assez simple. Les personnes handicapées elles-mêmes via leurs représentants légaux, mais aussi leurs familles et leur entourage constituent ensemble le capital d'une société coopérative destinée à acquérir des maisons dans lesquelles les personnes handicapées pourront vivre en payant un loyer. Ainsi, par l'intermédiaire de la structure coopérative, ils sont, en quelques sortes co-proprétaires de leur lieu de vie qui se voit ainsi sécurisé et pérennisé.

Ce choix implique la mise en place d'un réseau de solidarité concret basé sur une logique commune d'investissement dans l'axe d'une finalité sociale. Même si la mise de capitaux privés sera ensuite utilisée comme bras de levier pour mobiliser des moyens publics via des invests spécialisés, ce mode de financement garantit une certaine autonomie par rapport aux pouvoirs publics.

En outre, il est essentiel de bien intégrer le fait que la démarche implique un investissement dans le cadre d'une constitution de capital à risque. Il ne s'agit pas de dons et même si l'on choisit la finalité sociale qui limite la possibilité de retour sur investissement, il est réaliste de projeter, à terme, la distribution d'un dividende de quelques pourcents l'an.

Dès l'amorce d'un tel projet, une question essentielle se pose. Quel lien va-t-on établir entre les investisseurs et les personnes qui deviendront les habitants des bâtiments achetés et gérés par la société ? Il est évident et légitime que les familles qui vont choisir d'investir et de s'investir dans le projet nourrissent l'espoir d'y voir intégrer le membre de la famille en situation de handicap.

Ce fait étant acquis, deux autres questions importantes s'avancent : dans quelle mesure le poids décisionnel au sein de l'assemblée générale sera-t'il proportionnel au volume financier investi ? Le cas échéant, comment permettre à une famille de récupérer sa mise si la personne hébergée dans la maison ne s'y adapte pas.

La réponse à la première question devra forcément passer par une sérieuse discussion entre membres fondateurs. La valeur qui sera fixée pour chaque part sera importante et significative car elle peut induire un éclatement plus ou moins fort de l'assemblée des coopérateurs. Si le choix se porte sur une faible valeur de parts, il pourrait par exemple être intéressant d'introduire une certaine « classification » des coopérateurs en créant différentes qualités d'investisseurs.

Par ailleurs le poids relatif de chacun dans la composition de l'AG sera à situer sur un axe dont les deux extrêmes sont occupés par les positions suivantes : « un homme, une voix » et « une part, une voix ». Entre les deux, de nombreuses combinaisons sont possibles pour rendre plus ou moins large le nombre minimum de votants nécessaires pour faire avaliser une décision. Ainsi, on peut par exemple limiter le droit de vote à un pourcentage maximum quel que soit le nombre de parts que l'on détient. On peut aussi fixer des quorums en fonction de la « qualité » (personnes physiques, entreprises, administrations, associations, ...) des coopérateurs.

En ce qui concerne la possibilité de récupérer les sommes investies et donc de sortir du capital de la société, celle-ci devra édicter une série de règles de fonctionnement claires. Ces règles devront tenir compte du principe de réalité. En effet, le retrait d'une partie du capital n'est concevable que dans la mesure où la société dispose alors de la trésorerie nécessaire ou que les parts sont rachetées par un coopérateur nouveau ou existant.

On le voit, pour fonctionner, cette nouvelle société devra faire appel à la souplesse qu'offre le statut de coopérative. De nombreux aspects devront se négocier au sein de l'assemblée des fondateurs. Ceci étant dit, il est encore un volet essentiel auquel il faudra être particulièrement attentif. En effet, créer une sclr, même si elle est qualifiée de la finalité sociale, c'est porter une société commerciale sur les fonds baptismaux. Cela impose impérativement un mode professionnel de gestion et un business plan qui permette, au moins à moyen terme, d'atteindre l'équilibre financier. Cette perspective doit être bien marquée dès le départ.

Conclusion

La mise en perspective rapidement amorcée ici met en évidence l'intérêt d'utiliser le modèle coopératif pour structurer le support de nouvelles formes de solidarités financières. C'est probablement grâce aux marges de manœuvres statutaires concernant la pondération des pouvoirs en fonction des apports financiers respectifs mais aussi la possibilité de constituer du capital fixe et du capital variable que ce statut de sclr fs peut se révéler particulièrement pertinent et adaptable.

Enfin, il est un dernier élément sensible à prendre en compte. Il devra faire l'objet de sérieuses discussions et de l'élaboration d'un règlement d'ordre intérieur le plus précis possible mais si l'on sait que réglementer est impossible. Il serait inadmissible d'octroyer des espaces de vie qualitativement hiérarchisés en tenant compte des volumes investis par les familles des personnes concernées. (les beaux studios plein sud aux riches et les pièces sombres, humides et plein nord aux autres...) mais là encore, on ne peut que renvoyer à la sagesse et à l'honnêteté des coopérateurs qui devront figer leurs balises par écrit en guise de garde fou.

Gageons que le type d'application ébauché ici sera de nature à stimuler les imaginations et à mûrir quantité d'autres projets.